

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 30 mai 1995, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 18 avril 1990 autorisant certaines autorités du Ministère de la Justice à accéder au Registre national des personnes physiques", a donné le 11 décembre 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 30 mei 1995 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 april 1990 waarbij aan sommige overheden van het Ministerie van Justitie toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen", heeft op 11 december 1995 het volgende advies gegeven :

Observations préliminaires.

1. Dans la lettre de demande d'avis adressée au Conseil d'Etat le 24 mai 1995, le ministre de la Justice indiquait ce qui suit :

"Il (...) paraît important de préciser que l'ancienne administration des affaires civiles et criminelles a été scindée en deux nouvelles administrations, à savoir l'administration des affaires pénales et criminelles et l'administration des affaires civiles et des cultes, qui englobe l'ancienne administration des cultes, dons, legs et fondations.

La dénomination de ces deux administrations va être modifiée prochainement, à l'occasion de la répartition du personnel entre les différentes administrations sur base du nouveau cadre organique de l'administration centrale du ministère de la Justice fixé par l'arrêté royal du 6 avril 1995. Ce sont déjà les nouvelles dénominations des administrations qui sont employées dans le projet qui vous est présenté. Toutefois, dans l'hypothèse où ces nouvelles dénominations - administration de la législation pénale et des droits de l'homme, d'une part, et administration de la législation civile et des cultes, d'autre part - n'auraient pas encore été adoptées officiellement à la date à laquelle l'arrêté en projet sera présenté à la signature du Roi, les dénominations actuelles de ces deux administrations leur seraient substituées dans cet arrêté".

Le fonctionnaire délégué a encore précisé le 4 septembre 1995 ce qui suit :

"Il faut considérer que la demande d'avis adressée au Conseil d'Etat au sujet du projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 avril 1990 autorisant certaines autorités du ministère de la Justice à accéder au Registre national des personnes physiques porte sur un texte dans lequel les anciennes dénomi-

.../...

nations de l'"administration des affaires civiles et des cultes" et de l'"administration des affaires pénales et criminelles" sont maintenues".

Le texte de l'arrêté royal en projet doit être adapté en conséquence.

2. Les modifications en projet de l'arrêté royal du 18 avril 1990 doivent être conçues en prenant en compte la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 5. C'est pourquoi il convient d'insérer dans le préambule un considérant qui en rappelle l'applicabilité au cas présent.

Examen du projet.

Préambule.

1. Au premier alinéa, l'on ajoutera in fine :
", modifié par la loi du 30 mars 1995;".

2. Conformément à l'observation préliminaire n° 2, il y a lieu d'insérer, avant la mention de l'avis du Conseil d'Etat, un considérant rédigé comme suit :

"Considérant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;".

.../...

Dispositif.

Article 1er.

1. La phrase liminaire serait mieux rédigée en terminant par les mots : "est complété comme suit :".

2. L'article 2 de l'arrêté royal du 18 avril 1990, que l'article 1er du projet tend à compléter, permet l'accès aux informations visées à l'article 3, alinéa 1er, 1^o à 9^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à l'historique complet de ces données (article 3, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983).

L'extension dans le temps de l'accès à l'historique des données doit être expressément limitée aux nécessités découlant des missions visées à l'article 1er de l'arrêté royal. C'est en complétant en ce sens les dispositions modificatives en projet, que l'arrêté royal sera rendu conforme à l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, qui prohibe le traitement de données inadéquates, dénuées de pertinence ou excessives (1).

(1) En ce sens, voyez, notamment, l'avis de la section de législation L. 22.290/2, du 19 mai 1993 (Moniteur belge, 30 décembre 1993).

Au demeurant, ce "droit à l'oubli" est garanti par l'article 5, e, de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, faite à Strasbourg le 28 janvier 1981, et approuvée par la loi du 17 juin 1991; or, il n'est pas établi que le délai de conservation des données prévu par la loi du 8 août 1983 (trente ans après le décès de la personne enregistrée) soit en rapport avec toutes les finalités que peuvent poursuivre légitimement les traitements de données instaurés par certaines autorités du Ministère de la Justice.

*

Afin de permettre à la Commission de la protection de la vie privée d'exercer un contrôle efficace et d'en harmoniser les modalités d'exercice à l'égard de l'ensemble des autorités autorisées à accéder au Registre national, il convient de compléter l'arrêté royal en projet par une disposition rédigée comme suit :

"La liste des fonctionnaires désignés conformément aux articles 2, 3 et 4, avec la mention de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée" (1).

(1) Voyez, par exemple, l'arrêté royal du 6 décembre 1993 autorisant l'accès de certaines autorités du ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française au Registre national des personnes physiques (Moniteur belge, 30 décembre 1993).

Voorafgaande opmerkingen.

1. In de brief met de adviesaanvraag die op 24 mei 1995 aan de Raad van State is gericht, stelde de Minister van Justitie het volgende :

"Il (...) paraît important de préciser que l'ancienne administration des affaires civiles et criminelles a été scindée en deux nouvelles administrations, à savoir l'administration des affaires pénales et criminelles et l'administration des affaires civiles et des cultes, qui englobe l'ancienne administration des cultes, dons, legs et fondations.

La dénomination de ces deux administrations va être modifiée prochainement, à l'occasion de la répartition du personnel entre les différentes administrations sur base du nouveau cadre organique de l'administration centrale du ministère de la Justice fixé par l'arrêté royal du 6 avril 1995. Ce sont déjà les nouvelles dénominations des administrations qui sont employées dans le projet qui vous est présenté. Toutefois, dans l'hypothèse où ces nouvelles dénominations - administration de la législation pénale et des droits de l'homme, d'une part, et administration de la législation civile et des cultes, d'autre part - n'auraient pas encore été adoptées officiellement à la date à laquelle l'arrêté en projet sera présenté à la signature du Roi, les dénominations actuelles de ces deux administrations leur seraient substituées dans cet arrêté".

De gemachtigde ambtenaar heeft op 4 september 1995 nog de volgende toelichting gegeven :

"Il faut considérer que la demande d'avis adressée au Conseil d'Etat au sujet du projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 avril 1990 autorisant certaines autorités du ministère de la Justice à accéder au Registre national des personnes physiques porte sur un texte dans lequel les anciennes dénominations de l'"administration des affaires civiles et

.../...

des cultes" et de l'"administration des affaires pénales et criminelles" sont maintenues".

De tekst van het ontworpen koninklijk besluit moet in overeenkomstige zin worden aangepast.

2. De ontworpen wijzigingen van het koninklijk besluit van 18 april 1990 moeten worden geconcipieerd rekening houdend met de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid met artikel 5 ervan. Daarom dient in de aanhef een considerans te worden ingevoegd die wijst op de toepasbaarheid ervan op het onderhavige geval.

Onderzoek van het ontwerp.

Aanhef.

1. In het eerste lid dient aan het slot te worden toegevoegd ", gewijzigd bij de wet van 30 maart 1995;".

2. Overeenkomstig de voorafgaande opmerking nr. 2 dient voor de vermelding van het advies van de Raad van State, een considerans te worden ingevoegd, luidende :

"Gezien de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;".

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Het zou beter zijn de inleidende zin zo te stellen dat hij eindigt met de woorden : "wordt aangevuld als volgt :".

2. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 april 1990, dat artikel 1 van het ontwerp beoogt aan te vullen, verleent toegang tot de informatie bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot 9^o, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een rijksregister van de natuurlijke personen, alsmede tot het volledige overzicht van de opeenvolgende bijwerkingen van die gegevens (artikel 3, tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983).

Wat de toegang tot de opeenvolgende bijwerkingen van de gegevens betreft, zou niet verder in de tijd teruggaan mogen worden dan vereist is voor het uitvoeren van de taken bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit. Door de ontworpen wijzigingsbepalingen in die zin aan te vullen zal het koninklijk besluit in overeenstemming komen met artikel 5 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, dat de verwerking van ontoereikende, niet ter zake dienende of overmatige gegevens verbiedt (1).

(1) Zie in die zin onder meer het advies van de afdeling wetgeving L. 22.290/2 van 19 mei 1993 (Belgisch Staatsblad, 30 december 1993).

Dat "recht om in het vergeetboek te raken" wordt overigens gegarandeerd door artikel 5, e, van het Verdrag tot bescherming van personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens, dat is opgemaakt te Straatsburg op 28 januari 1981 en goedgekeurd bij de wet van 17 juni 1991; er is evenwel niet bewezen dat de termijn voor de bewaring van de gegevens, die gesteld is door de wet van 8 augustus 1983 (dertig jaar na het overlijden van de geregistreeerde persoon) in verhouding staat tot alle doeleinden die rechtsgeldig kunnen worden nagestreefd met de verwerking van gegevens door bepaalde overheden van het Ministerie van Justitie.

*

Opdat de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer op doeltreffende wijze controle kan uitoefenen en de wijze waarop dit geschiedt kan harmoniseren ten opzichte van de gezamenlijke overheden die toegang hebben tot het rijksregister, dient het ontworpen koninklijk besluit te worden aangevuld met een bepaling, luidende :

"De lijst van de overeenkomstig de artikelen 2, 3 en 4 aangewezen ambtenaren, met vermelding van hun graad en hun ambt, wordt jaarlijks opgesteld en volgens dezelfde periodiciteit toegezonden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer" (1).

(1) Zie, bijvoorbeeld, het koninklijk besluit van 6 december 1993 waarbij aan sommige overheden van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Opleiding van de Franse Gemeenschap toegang wordt verleend tot het rijksregister van de natuurlijke personen (Belgisch Staatsblad, 30 december 1993).

La chambre était composée de :

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

J. DE GAVRE,

P. GOTHOT,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par
M. J. REGNIER, premier auditeur.
La note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
M. M. BAUWENS, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. J. REGNIER, eerste
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de H. M. BAUWENS,
adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.